2020 : Année du Brexit et de combat social !

Le 02-01-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

le 3 janvier 2020

Après plusieurs années d'obstacles semés par les européistes de tous poils, fervents soutiens du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, au mépris total de la volonté du peuple britannique pourtant exprimée clairement lors du référendum du 23 juin 2016 (51,89% de oui au Brexit), la sortie sera enfin effective le 31 janvier 2020.
Le Pardem se réjouit de cette victoire du peuple britannique sans se faire d'illusion sur la nature politique des conservateurs au pouvoir. Mais, au moins, les conditions de reconquête de la souveraineté du peuple seront effectives.
Tous nos vœux pour cette nouvelle année reposent désormais sur la capacité des autres peuples des pays, piégés par et dans l'Union européenne, à mener le même combat pour se libérer de la tutelle du Traité de Lisbonne désormais inscrit dans les constitutions nationales des « pays membres » .
Regardez la vidéo de Brian DENNY, syndicaliste de la RMT (The National Union of Rail, Maritime and Transport Workers) et membre de Trade Unionists Against the EU, réalisée lors de l'Université d'automne du Pardem, en novembre 2019. Lisez son texte. Le lien entre Brexit et luttes sociales est clair, lumineux. A nous de nous en saisir !

Chez nous, la grande grève contre la réforme des retraites est un signe majeur de la capacité de résistance du peuple français au système néolibéral. Un système mortifère qui détruit tout au pas de charge, sauf les intérêts des riches, sous le commandement de Macron, totalement inféodé aux recommandations de l'Union européenne. La défaite de Macron, si elle advient, sera aussi celle de l'Union européenne. Elle est attendue par les peuples dans plusieurs pays de l'UE !

Merci aux grévistes qui depuis près d'un mois ne désarment pas. Bravo à la population qui soutient, majoritairement, ce mouvement.
Mais pour gagner cette lutte d'intérêt collectif, qui concerne l'ensemble de la population, il nous faut agir : ne pas laisser les grévistes seuls et sans doute commencer à organiser des comités de soutien, partout en France. C'est le rôle des organisations et des groupes qui disent soutenir la grève que de sortir des

déclarations et de se mettre au service de cette cause nationale majeure.

On en reparlera très vite !

Intervention de Brian Denny

Je souhaite féliciter les organisateurs de cette conférence pour cet événement qui tombe à point.

Bien que l'on s'attendait à ce que mon pays soit sorti de l'UE à cette date, il est clair désormais que les forces de la mondialisation néolibérale et les élites libérales qui représentent sans relâche leurs intérêts, sciemment ou inconsciemment, répliquent violemment pour écraser un mandat irrésistiblement démocratique pour le Brexit.

En fait, le Royaume-Uni a voté pour quitter l'UE il y a plus de trois ans. C'était le plus grand mandat démocratique jamais vu, avec une participation de plus de 70%. Pourtant, des forces puissantes veulent clairement annuler ce vote pour que l'UE et ses structures anti-démocratiques maintiennent leur emprise sur le peuple britannique et sur sa vie.

Le peuple n'a pas seulement voté contre la dictature de l'actionnariat imposée par les plus puissantes firmes transnationales en Europe. Il a aussi voté pour un gouvernement autonome, la souveraineté et l'indépendance. C'était un choix clair. La vaste majorité de ces électeurs appartenaient à la classe ouvrière. Ils ont vu leurs salaires s'effondrer, leurs services publics vendus et leur voix réduite au silence par une élite politique complaisante et arrogante.

Ces politiques désastreuses de l'UE – privatisations, militarisation, dérégulation et attaques contre les droits des travailleurs – furent mises en œuvre par les gouvernements successifs conservateurs et travaillistes depuis plus de 40 ans. Pendant ces quatre décennies, ils ont exécuté les politiques institutionnalisées dans les traités de l'UE.

17,4 millions d'électeurs ont voté pour le Brexit en 2016. En 2017, plus de 80% des électeurs ont voté pour des candidats qui ont promis de respecter le vote sécessionniste. Cependant, les politiciens leur ont menti.

Ils ont dit que nous étions stupides, que nous ne savions pas ce que nous avions voté et que nous avions besoin de revoter jusqu'à ce que nous obtenions le bon résultat – un soi-disant vote du peuple comme si la majorité des électeurs de 2016 n'était même pas le peuple.

Néanmoins, même après plus de trois ans de cette implacable propagande de la part de la BBC et d'autres médias, de menaces bizarres et de prétentions sur les difficultés économiques et les conséquences sociales, cela n'a pas modifié les sondages car les travailleurs continuent d'exprimer leur dégoût envers une élite politique qui est hors-sol et qui méprise totalement les électeurs.

Les partisans du « Rester » prétendent même que les droits des travailleurs proviennent tous de l'UE. Il y a un problème avec cette affirmation : ce sont des fadaises, rien que des fadaises. L'UE a seulement apporté, avec l'aide des gouvernements britanniques, les contrats à zéro heure, la fin des conventions collectives, la dérégulation, la privatisation et les lois anti syndicales.

Par exemple, ce sont les conservateurs qui ont introduit la loi draconienne de 2016 contre les syndicats – le Trade Union Act – qui était tout à fait dans le droit fil de la loi européenne.

Tout cela advient parce que le principe fondamental derrière l'UE, dès le tout début, était de faciliter la vie pour les grandes entreprises. Alors que le biais pro-employeur a été présent depuis le Traité de Rome de 1957, il s'est accentué de plus en plus, au fur et à mesure que la croissance s'est ralentie, et que le chômage de masse induit par les privatisations est devenu la norme.

La crise perpétuelle dans la zone euro – zone économiquement défectueuse et moralement en banqueroute – a seulement encouragé les appels de l'UE pour que les marchés européens du travail deviennent plus flexibles que jamais. Ils ont même inventé un mot qui ne veut rien dire – la flexisécurité – qui n'a été qu'un mensonge de plus pour vendre le projet européen de l'empire actionnarial.

Le fait est que ce projet n'est qu'un long programme d'ajustement structurel supervisé par le FMI (Fonds Monétaire International), la Commission Européenne et la BCE (Banque Centrale Européenne).

L'Europe sociale a toujours été une arnaque conçue pour fournir au monde des affaires les quatre libertés fondamentales : le droit de fournir des services, le droit de créer une entreprise, le droit de déplacer le capital et le droit de déplacer la main d'œuvre. Ces libertés l'emportent sur toutes les autres considérations, y compris le droit des travailleurs de faire grève, et toutes sont soutenues par des verdicts de la cour européenne de justice.

Néanmoins, la grande majorité de la gauche a accepté la défaite et s'est inclinée, à genoux devant l'empire. Elle accepte que l'UE ne peut être vaincue et que, par conséquent, elle doit la rejoindre et profiter de son parrainage pour intégrer l'élite politique. Pour ce faire, nombreux sont ceux qui se sont retirés d'une politique de classe, pour la remplacer par une politique sociétale. Nous pouvons le voir en Grèce, où Syriza a adopté le mantra du néolibéralisme, et agit comme partenaire mineur de l'UE, alors que son peuple souffre du génocide économique infligé par la Commission et la BCE.

Voilà pourquoi la gauche est en train de s'effondrer électoralement à travers l'Europe, alors qu'elle continue de refuser d'accepter les réalités vécues par les travailleurs qui subissent les diktats de l'UE. Cela crée un vide dangereux qui est rempli par d'autres, prêts à dire que le roi de l'UE est nu, mais qui ne sont pas pour autant intéressés par la défense des travailleurs de la manière dont les syndicats sont supposés le faire.

En conclusion, nous devons avoir foi en les travailleurs, les écouter et exprimer une vision différente où ils ont un véritable contrôle démocratique sur leurs propres vies. Il est clair que le seul moyen sûr de faire progresser les droits des travailleurs, c'est d'élire un gouvernement national engagé pour le plein emploi, les conventions collectives et une amélioration de la vie pour tous. C'était cette vision d'un avenir positif, à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, qui avait mené à des avancées de gauche à travers l'Europe et même au-delà.

L'UE est clairement le moteur de la mondialisation. Il n'est pas de défense contre ses effets corrosifs – les bas salaires, le chômage de masse et finalement, la guerre. L'idée que seul Bruxelles constitue un rempart contre un capitalisme aussi barbare, n'est pas uniquement une incompréhension totale de la manière dont fonctionne l'UE, mais aussi un pessimisme profondément irrationnel et décourageant sur le fait que les mondialistes seront au pouvoir pour l'éternité – car ce n'est pas le cas.

La gauche a besoin de faire sien le patriotisme pour de meilleures conditions de travail, et de convaincre un public malade du néolibéralisme, malade d'une économie et d'un marché du travail pipés en faveur des grandes entreprises. Elle a besoin de devenir la nation, et non de la fuir. Car pour ce qui est des travailleurs, eux ne la fuient pas et lui restent fidèles.

Traduction Virginia Lombard

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire

Commentaires

Membre depuis

10 years 7 months

michele.dessenne

Vendredi 17 janvier 2020 - 15:23

VIVE LE BREXIT !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire